

Lettres québécoises
La revue de l'actualité littéraire



La plume et les armes
L'écrivain québécois est-il engagé ?

Jean-François Caron

Number 159, Fall 2015

URI: <https://id.erudit.org/iderudit/81968ac>

[See table of contents](#)

Publisher(s)

Lettres québécoises inc.

ISSN

0382-084X (print)

1923-239X (digital)

[Explore this journal](#)

Cite this article

Caron, J.-F. (2015). La plume et les armes : l'écrivain québécois est-il engagé ?
Lettres québécoises, (159), 16–20.

LA PLUME ET LES ARMES

L'écrivain québécois est-il engagé ?



J'étais toujours pris avec ma culpabilité, je dirais, qui provenait de ma responsabilité sociale, c'est-à-dire que le temps que je passais à écrire, je me sentais coupable de ne pas être sur le front de lutte.

Gaston Miron¹



JEAN-PIERRE GIRARD

L'engagement de l'écrivain n'a souvent rien à voir avec la littérature engagée. Il se vit à la mesure du quotidien, même lorsque les livres sont refermés. Derrière ces livres, des hommes et des femmes qui savent s'indigner.

Nous sommes Raïf

Cinquante fois le fouet s'est abattu sur sa chair. Cinquante fois il a claqué, frappé, décharné. Et 950 pareils devaient suivre. Le tout étalé sur une peine de dix ans de prison, et assorti d'une copieuse amende de... près de 300 000 \$ canadiens.

Qu'avait fait Raïf Badawi pour mériter un tel supplice ? Les autorités saoudiennes lui reprocheraient d'avoir créé un site Internet intitulé *Libérez les libéraux saoudiens* et d'avoir publié des articles qui auraient insulté l'islam et ridiculisé la « Commission saoudienne pour la promotion de la vertu et la prévention du vice ». En bref, il aurait dit ce qu'il ne fallait pas dans un pays où la liberté d'expression est au mieux une chimère occidentale.

Au Québec, sauf le cas particulier des poursuites intentées contre Alain Deneault dans le dossier du livre *Noir Canada* (Éditions Écosociété), les auteurs et journalistes subissant une limitation de leur liberté d'expression ne sont pas légion. Mais, alors, qu'est-ce qui explique cette adhésion des écrivains québécois à la cause de Badawi ?

Le 7 mai dernier, pour souligner le triste premier anniversaire de l'incarcération de Badawi, l'écrivain Richard Dallaire et le dramaturge Michel Marc Bouchard signaient chacun une lettre publique, appuyée par plus de 200 personnalités québécoises — dont quantité d'écrivains — et exprimant leur désir de voir le gouvernement fédéral intervenir dans le dossier de façon à permettre au jeune blogueur d'être rapatrié et rendu à sa famille, installée depuis peu à Sherbrooke. Au cours des derniers mois, de nombreuses vigiles et manifestations ont aussi été tenues afin d'influencer le régime saoudien en faveur de Badawi, entre autres organisées par le centre québécois de PEN International, Amnesty internationale et l'Union des écrivaines et des écrivains québécois.

En fait, si certains ont l'impression que les médias ont beaucoup relayé l'information liée au cas Badawi (mettons ici un bémol : on aurait sans

doute dû en parler encore plus), ce n'est absolument pas la première fois que des écrivaines et des écrivains québécois se font entendre pour soutenir leurs confrères étrangers aux prises avec des régimes autoritaires et liberticides.

Du monde au Québec

Bien sûr, les écrivains québécois ne risquent pas les mille coups de fouet au détour de chaque phrase. Cela n'empêche pas certains d'entre eux de s'engager dans des causes qui prennent tout leur sens dans le quotidien de ceux qui écrivent.

Ici, en fait, l'engagement n'a rien de *glamour*, même quand on est « une personnalité publique ». Ce sera bien souvent à hauteur d'homme (ou de femme) que l'acte, politique ou social, sera accompli. C'est ce que soutient Jean Pierre Girard (*Les inventés*, à l'instant même, et *L'Est en West*, chez Québec Amérique) :

Comme écrivain, je ne peux pas revendiquer, je suis seulement un témoin. Comme homme, c'est différent, il y a des insultes qui nous sont faites auxquelles il faut absolument répondre. Il y a l'homme qui est plus petit que l'écrivain, qui est plus petit que l'œuvre. Parce que l'œuvre va porter quelque chose, va nous survivre. Elle va charrier, elle va bouleverser, bien plus longtemps que nous.

Pour lui, le fait d'être écrivain n'est donc aucunement assorti d'une obligation d'engagement. Les préoccupations sociales et politiques de Girard ne se sont d'ailleurs pas inscrites dans son œuvre. Il a toutefois souvent impliqué des écrivains dans ses actions. En 2001, avec une poignée d'autres auteurs, il fondait d'ailleurs Les Donneurs, un organisme proposant à des écrivains professionnels d'offrir gratuitement à la population du temps et une aide à l'écriture, et de favoriser l'occupation du territoire et de l'espace social par la littérature. Dans le réel, tout cela se conjugue avec l'écriture publique, le partage de lectures,

des rencontres dans des résidences de personnes âgées. Girard a même supervisé pendant plusieurs semaines un groupe de jeunes doubleurs du secondaire qui ont travaillé à l'édition d'un recueil de textes dont ils étaient maîtres d'œuvre.

Dans la région du Saguenay – Lac-Saint-Jean vit et travaille Marie Christine Bernard (auteure entre autres de *Mademoiselle Personne* et d'*Autoportrait au revolver*, chez Hurtubise). C'est d'abord son rôle d'enseignante qui l'a amenée à s'impliquer auprès d'élèves provenant de réserves très isolées, venus s'instruire à Alma. Dans ce contexte, elle ne pouvait que se désoler de la réalité autochtone.

Je ne suis pas une militante active. Mais je fais des choses dans ma vie privée avec eux pour essayer d'améliorer les choses ensemble, la compréhension mutuelle, entre autres...

Le soutien qu'elle apporte aux étudiants autochtones est bien sûr d'ordre scolaire, mais pas exclusivement.

C'est aussi de l'aide pour trouver un logement, des places en garderie... Ils doivent constamment vivre dans un monde qui leur est hostile. Souvent, ça nuit à leur persévérance scolaire. Mon mandat, c'est justement celui de les aider à ne pas se décourager.

Responsable de ce programme d'accueil et côtoyant quotidiennement la clientèle autochtone du collège d'Alma depuis des années, Marie Christine Bernard, cela était sans doute inévitable, endosse de plus en plus la cause du respect des droits autochtones. Elle est d'ailleurs l'une des femmes à l'origine du groupe Facebook bilingue « Voix unies pour les femmes autochtones disparues ou assassinées ». L'initiative, qui vise à favoriser le partage de renseignements et à permettre aux gens qui veulent organiser des actions de communiquer et de développer un réseau facilitateur, a, depuis sa fondation en septembre 2014, rejoint près de 5 000 personnes.

Dans ce contexte, bien que ce soit la femme plus que l'écrivaine qui soutienne cette cause, il n'est pas surprenant que la culture amérindienne vienne se glisser dans l'univers littéraire de Marie Christine Bernard.

Centre québécois du PEN International

Être écrivain implique-t-il nécessairement un devoir de mémoire et une prise de parole ? Pour Émile Martel, président du Centre québécois du PEN international, si tout le monde ne doit pas nécessairement s'engager, il faut tout de même savoir maintenir sa conscience bien éveillée :

Femmes ou hommes, issus de la majorité ou des Premières Nations, auteurs ou traducteurs, blogueurs ou journalistes, chacun de nous jouit d'une liberté d'expression qui doit garder les yeux ouverts sur les réalités du monde actuel, un monde où on oublie les prisons et les censures, la répression et l'impunité qui affectent des écrivains de par le monde².

De nombreux écrivains semblent abonder dans le même sens, en adhérant à l'organisme dirigé par Martel. L'origine du PEN remonte à 1921. L'Europe couve alors les germes du fascisme et du nazisme qui proliféreront bientôt sur tout le continent — avec les conséquences tragiques que nous connaissons aujourd'hui. Au même moment, des mouvements suprématistes et racistes plantent leurs croix enflammées dans



MARIE CHRISTINE BERNARD

les nuits américaines. Tulsa est d'ailleurs sur le point d'être mise à feu et à sang par des émeutiers blancs mus par une haine raciale au cours d'une émeute qui causera la mort de près de trois cents personnes et en jettera huit mille à la rue.

C'est dans ce contexte mondial qu'est créé à Londres, par Catherine Amy Dawson Scott avec le soutien de l'écrivain John Galsworthy, le PEN International, qui devient l'une des premières organisations non gouvernementales à plaider pour les droits de l'homme. Comme le feu dans une prairie sèche, l'organisation se répand et trouve écho dans les préoccupations des écrivains de partout — il n'a d'ailleurs pas fallu plus de cinq ans pour qu'un satellite soit créé au Canada, aujourd'hui appelé le Centre québécois du PEN International —, comme quoi ce n'est pas d'hier que des écrivains du Québec sentent le besoin de mettre l'épaule à la roue.

De nos jours, plus de 145 centres existent dans le monde, représentant plus de 20 000 écrivains de partout qui ont résolument pris le parti de « la libre transmission de pensée dans chaque nation et entre toute nation³ », portant par eux-mêmes la voix des écrivains forcés au silence, emprisonnés, torturés, menacés de mort ou tués.

Pour Émile Martel, président du Centre québécois du PEN International, cet engagement de nombreux écrivains s'explique par les paramètres mêmes du travail d'écriture :

Les écrivains et écrivaines travaillent dans leur tête et dans leur cœur. C'est là que se passe la prise de conscience des

injustices dont les autres souffrent. C'est là que le travail doit se faire pour harnacher l'indignation et l'impatience⁴.

Les actions du PEN

Pour Martel, quand ils deviennent membres du Centre québécois du PEN International, les écrivains combattent leur impuissance devant l'injustice. « C'est une façon de canaliser cette énergie concrètement⁵. » Les actions sont multiples : envoi de lettres aux gouvernements, aux journaux, de façon à nommer les injustices. D'autres actions concrètes, comme le projet « Livres comme l'Air », organisé en collaboration avec l'Union des écrivaines et des écrivains québécois, associent les écrivains d'ici à d'autres, ailleurs dans le monde, qui sont persécutés, censurés, enfermés. C'est d'ailleurs cette activité qui devait lier Richard Dallaire à Raïf Badawi.

En entrevue, Jean Pierre Girard, qui avait été uni à l'écrivaine mexicaine Olga Wornat en 2005, se remémore cette expérience avec émotion en relisant la dédicace qu'il lui avait fait parvenir :

Je paraphraserai Voltaire en vous assurant que même si j'étais en désaccord avec vous, je me battrais jusqu'au bout du monde libre afin que vous ayez le droit de vous exprimer, et que votre avis obtienne écho.

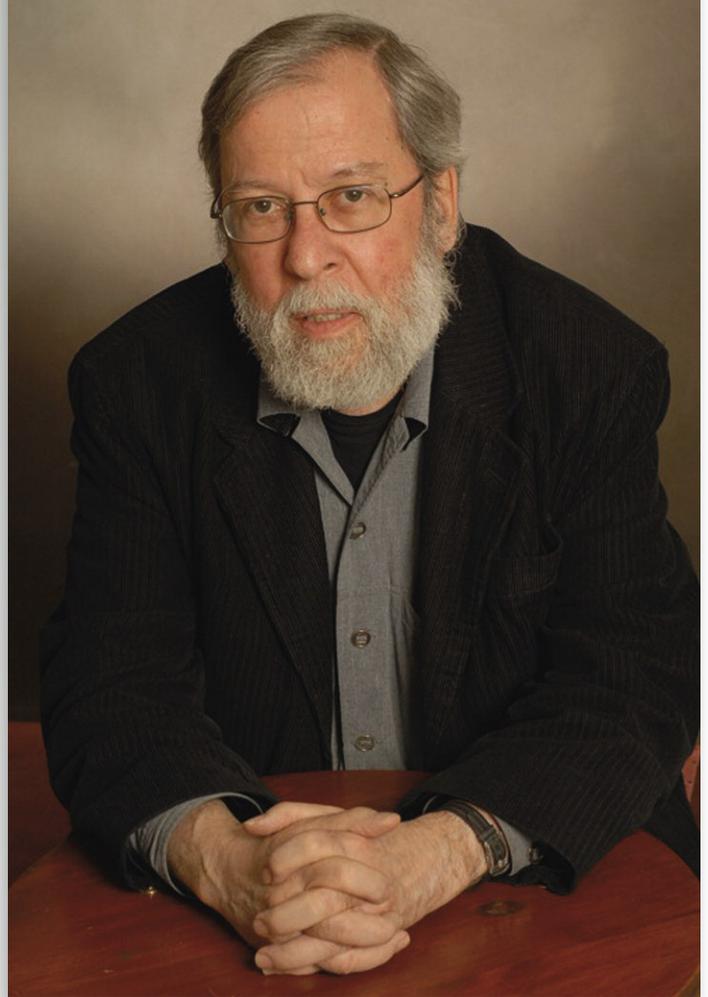
C'est au Québec — plus précisément à Québec — que se déroulera le 81^e congrès annuel du PEN International, entre le 13 et le 16 octobre. C'est d'ailleurs la deuxième fois seulement que le Canada accueille l'événement, son édition de 1989 ayant eu lieu à Montréal et Toronto. Au moment d'écrire ces lignes, on estime que 70 pays pourraient être représentés par 250 congressistes rassemblés autour du thème de la traduction.

En plus des nombreux ateliers, des conférences et des activités qui seront proposés aux écrivains participants de façon à favoriser les échanges autour de situations qui doivent être dénoncées et pour lesquelles il faut trouver des solutions, on en profitera pour adopter une déclaration de Québec sur les traducteurs et la traduction — « un document qui situe le traducteur et la traductrice littéraires à leur place dans la création littéraire en tant que créateurs et non simplement porteurs de dictionnaires, et la traduction en tant que véhicule essentiel des libertés », décrit Émile Martel, lui-même traducteur.

En union libre

Lors de sa fondation en 1977, l'Union des écrivaines et des écrivains québécois constituait une façon de donner plus d'influence à la voix de ceux qui écrivent. Les principes mis de l'avant par les membres fondateurs consistaient à défendre les intérêts socioéconomiques des écrivains et à promouvoir la littérature québécoise et les écrivains. Ces principes ont été interprétés de différentes manières selon l'évolution des effectifs de l'association et les objectifs mis de l'avant par sa présidence et son conseil d'administration.

Pour une association comme l'UNEQ, toutefois, prendre position sur des enjeux sociaux — comme le font d'ailleurs la plupart des syndicats — n'a pas toujours été chose facile. Les membres proviennent de milieux



ÉMILE MARTEL

Pour une association comme l'UNEQ, toutefois, prendre position sur des enjeux sociaux — comme le font d'ailleurs la plupart des syndicats — n'a pas toujours été chose facile.

hétéroclites et chacun ne ressent pas le même appel pour l'engagement social ou politique. L'UNEQ a dû négocier avec ces divergences de points de vue à plusieurs reprises au cours de son histoire.

Ainsi, l'Union s'est prononcée sur différents dossiers chauds. En 1987, sous la houlette d'Yves Beauchemin, l'UNEQ se joignait à l'Union des artistes (UDA) ainsi qu'à différents syndicats, à des nationalistes et à des artistes pour fonder le Mouvement Québec français, dont la mission devait être de défendre la langue.

Au cours d'une entrevue qu'il accordait à Jocelyne Lepage en 2001 pour le compte de *La Presse*⁶, le regretté Bruno Roy expliquait que cette association avait eu d'importantes répercussions sur les réflexions des membres de l'UNEQ :

Le Mouvement Québec français en est venu à la conclusion que la défense du français n'était possible qu'avec la souveraineté. La langue est notre matériau et la souveraineté, le meilleur moyen de la sauvegarder. Une conclusion adoptée par l'Union en assemblée générale et par vote postal.

Bien que certains écrivains aient douté de la pertinence de conserver cette prise de position après le résultat du référendum de 1995, la question a été soulevée à nouveau pendant le mandat de Stanley Péan à la présidence de l'Union. Les deux tiers des répondants avaient alors réitéré leur désir de voir l'UNEQ se prononcer en faveur de l'indépendance du Québec.

Certains écrivains membres de l'Union remettent toutefois en question ces prises de position qui ne sont pas liées directement à la situation des écrivains. Déjà en 2001, Bruno Roy mentionnait cette difficulté :

Des membres se posent des questions sur la pertinence de garder ces positions. L'UNEQ pourrait juger plus à propos de n'intervenir que sur les questions touchant la langue, par exemple. Décider de concentrer l'énergie sur le dossier le plus important à venir : les droits électroniques...

Bien que Jean Pierre Girard n'ait pas participé à la controverse, à l'époque, il avoue avoir eu quelques réserves :

Sans avoir pris position, j'étais assez d'accord que l'UNEQ ne devait pas s'impliquer. Je n'ai pas l'impression que c'était le rôle de l'Union. C'est notre rôle comme individu de s'impliquer, mais comme union, je ne suis pas sûr.

Une situation semblable s'est d'ailleurs produite en 2012 alors qu'en plein Printemps érable les membres de l'UNEQ étaient divisés sur le rôle que devait jouer — ou non — leur union. Par communiqué, l'organisation a alors simplement demandé publiquement que le gouvernement respecte les étudiants, en argumentant que les amendes et les restrictions du droit de manifester ne pouvaient pas régler la crise qui avait cours.

Malgré la retenue montrée par l'Union, qui ne se prononçait pas sur le fond de la question mais sur les paramètres dans lesquels elle devrait être traitée, des écrivains se sont montrés mécontents, si bien qu'un sondage a dû être organisé pour connaître le point de vue des membres. Les résultats montraient bien le déchirement : 42 % des répondants considéraient qu'il fallait que l'Union appuie sans équivoque les étudiants, 38 % souhaitaient qu'on réitère seulement une demande pour que le gouvernement négocie respectueusement avec les étudiants, et 20 % déclaraient plutôt que l'UNEQ ne devait pas prendre position dans le dossier⁷.

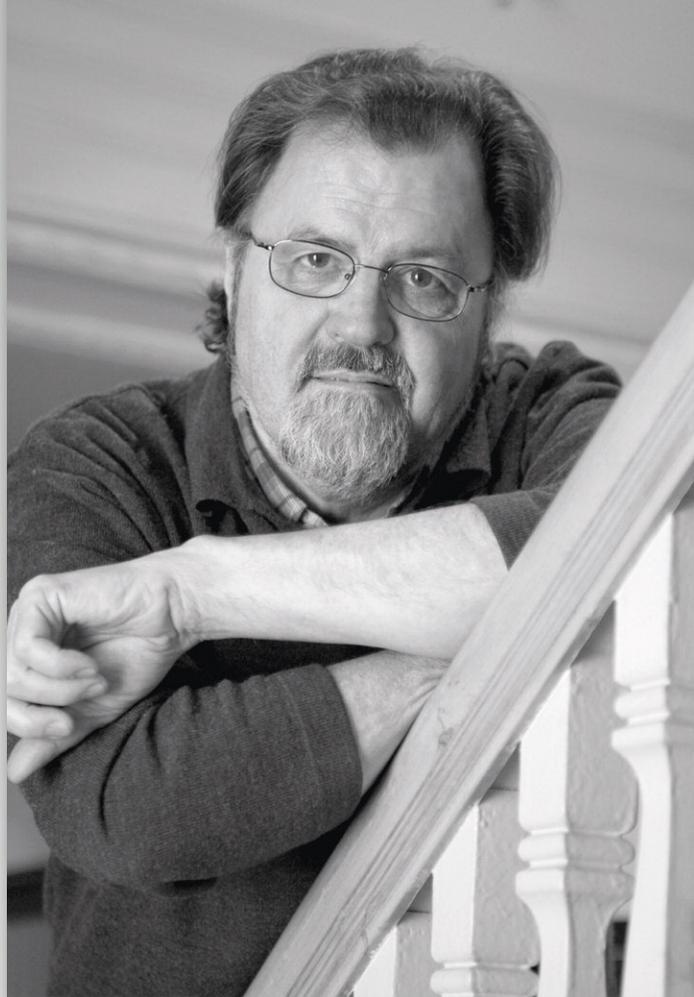
L'écriture n'est pas une idée, elle est un véhicule pour toutes les idées. Ceux qui l'empruntent proviennent de tous les milieux, adhèrent à différentes idéologies qui peuvent s'opposer. Les membres de l'UNEQ ne sont liés que par le choix qu'ils ont fait de consacrer leur vie, en tout ou en partie, à l'écriture. Dans un tel contexte, réussir à trouver un consensus autour de questions aussi controversées est sans contredit une tâche délicate.

L'écueil de la parole

Plusieurs écrivains refusent purement et simplement d'être associés à quelque forme d'engagement que ce soit, car ils craignent l'étiquette — et l'effet que cela pourrait provoquer sur leur œuvre. Pour Girard, ils n'ont pas tort de s'en faire :

Ils savent que ça va décolorer, édulcorer leur œuvre. Ils ont l'intuition que ça va réduire les possibilités de l'œuvre. Dès que le lecteur a une possibilité de harnacher le texte à un sens, il le fait. L'idée, c'est de conserver à l'œuvre son caractère farouche.

Être à ce point associé à une cause n'est pas sans danger : tout le monde ne sait pas faire la différence entre écrivain engagé et littérature engagée, et il arrive que des critiques, même dans des médias crédibles,



BRUNO ROY

succombent au piège et imposent à leur lecture un filtre, une lunette déformante dont ils n'auraient pas usé autrement.

Dans une chronique qu'il publiait en 2013 dans *L'Action*⁸, Girard exposait l'écueil que doivent contourner les écrivains engagés — et qui a souvent été la cause de naufrages.

Ces idées, ces causes, prendront vite le pas sur la pluralité de sens que propose l'œuvre avant d'être cadennassée dans son versant strictement idéologique. Une fois un « sens » admis, en effet, difficile de remonter le courant, on n'est pas des saumons. On verra moins l'œuvre, en fait, et son éventuel bouleversement intime, que « ce qu'elle signifie », aux yeux de celui qui s'en fait le passeur.

Interrogé sur cette chronique en entrevue, il précise :

Si on charge la fiction de dire quelque chose, on la réduit. On se prive du bouleversement intime qu'elle peut provoquer. Parfois, on peut tellement vouloir faire dire quelque chose à l'œuvre qu'on la tiroirise, on la réduit à ce qu'on peut croire qu'elle veut représenter.

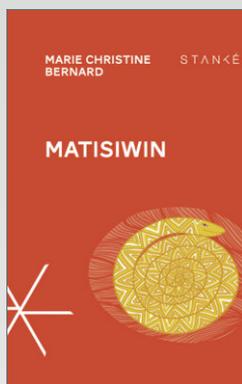
Cette situation, Marie Christine Bernard l'a vécue récemment alors qu'un critique s'interrogeait sur les objectifs de l'écrivaine au moment d'écrire *Matisiwin* (Stanké) : « Marie Christine Bernard souhaitait-elle dénoncer les ignominies qu'ont subies les Premières Nations ou raconter une histoire⁹? » Et si la même fiction avait été commise par une femme n'ayant jamais publiquement défendu les droits autochtones, la même question se serait-elle posée ? Fallait-il de toute façon choisir entre les deux ?

Pour Bernard, *Matisiwin* a d'abord et avant tout une prétention à l'universalité :

Je ne veux pas considérer ce roman-là comme étant engagé parce que j'ai voulu toucher quelque chose qui était vraiment universel, la transmission d'un héritage, de mère en fille, de grand-mère en petite-fille... Mais j'avais quand même le souci d'être le plus fidèle possible à la culture que je mets en scène dans le roman qui est la culture atikamekw de manière à la mettre en lumière et combattre l'ignorance crasse qui m'irrite beaucoup. Il s'agit de les faire exister dans l'imaginaire collectif. La littérature sert à ça.

Cette arme qu'on maîtrise

L'écrivain doit-il nécessairement s'investir d'une mission sociale, s'engager pour une cause, défendre les opprimés, les veuves, et toute la tralée des orphelins qui demandent une voix pour se faire entendre ? Certainement pas. Éloigner l'œuvre de l'engagement est souvent une voie plus facile pour démêler les pinceaux des lecteurs et des critiques.



Mais alors pourquoi tant d'écrivains, même libres, tiennent-ils à prendre position ? Bernard a peut-être une piste pour le comprendre : « Quand on a le don de l'écriture, le don de la parole, ça peut devenir une arme assez efficace. C'est mon arme, c'est celle que j'utilise. Tant que je saurai écrire, je m'en servirai pour parler de mes amis autochtones. » Comme si le choix d'écrire pour raconter et témoigner pouvait être lié aussi, à l'origine, pour certains écrivains, à un irrépressible besoin non seulement de s'exprimer, mais d'exprimer l'autre...

1. Entrevue de Gaston Miron accordée à Jean Larose en 1990, extrait cité dans Lacroix, Anthony, « Gaston Miron : Militant ou Écrivain », in *Le Crachoir de Flaubert*, www.lecrachoirdeflaubert.ulaval.ca/2014/10/gaston-miron-militant-ou-ecrivain/ [consulté le 13 mai 2015].

2. Caron, Jean-François, « Tous de la même indignation, P.E.N. Québec », *L'Unique*, décembre 2014, p. 3-4.

3. « L'Histoire de PEN », PEN International, p. 4, issuu.com/peninternational/docs/la_historia_de_pen, [consulté le 14 mai 2015].

4. Caron, Jean-François, *op. cit.*

5. *Idem.*

6. Lepage, Jocelyne, « Portrait de Bruno Roy », 2001, republié par Chantal Guy le 6 janvier 2010 après le décès de l'ancien président de l'UNEQ, blogues.lapresse.ca/guy/2010/01/06/q/ [consulté le 11 mai 2015].

7. Laverdure, Bertrand, « L'UNEQ militante, rapide survol de l'histoire militante de L'UNEQ », in *L'Unique, journal de l'UNEQ*, juin 2012, p. 4.

8. Girard, Jean-Pierre, « Écrivain « engagé » ; la confusion », in *L'Action*, www.laction.com/Opinion/Chroniques/2013-04-07/article-3213748/Ecrivain-%26laquo%3B-engage-%26raquo%3B-%3B-la-confusion/1 [consulté le 14 mai 2015].

9. Tardif, Dominic, « Je marche à moi », in *Le Devoir*, 16 mai 2015, www.ledevoir.com/culture/livres/440135/roman-quebecois-je-marche-a-moi [consulté le 16 mai 2015].



Abonnement

Quatre numéros par année

Frais postaux et taxes inclus

LOCAL

Abonnement individuel (1 an)	63,24 \$
Abonnement individuel (2 ans)	114,98 \$
Abonnement institutionnel (1 an)	126,47 \$

ÉTATS-UNIS

Abonnement individuel (1 an)	85,00 \$
Abonnement institutionnel (1 an)	135,00 \$

INTERNATIONAL

Abonnement individuel (1 an)	95,00 \$
Abonnement institutionnel (1 an)	150,00 \$

revue-estuaire.com

estuaire

C.P. 48774, Outremont (Québec) H2V 4V1

Nom _____

Adresse _____

Ville, Province _____

Code postal _____

Téléphone _____

Courriel _____

Abonnement à partir du numéro _____